

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Côtes-d'Armor"

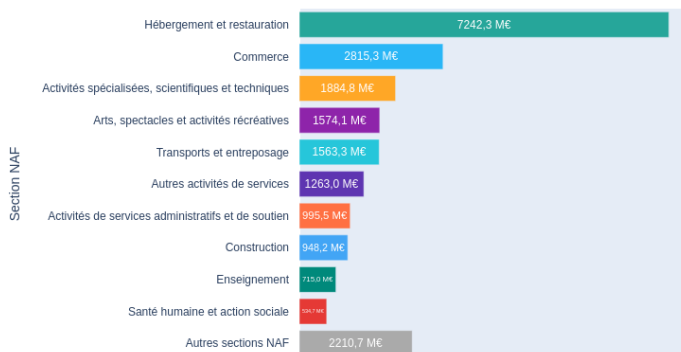


Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



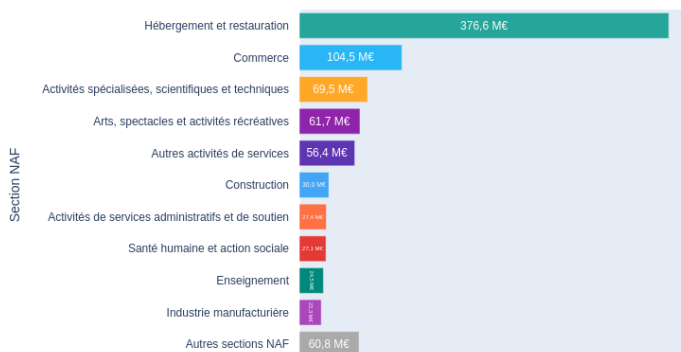
Montant total : 21 746 784 092 euros

Nombre d'aides : 8 160 049

Nombre d'entreprises : 1 999 352

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



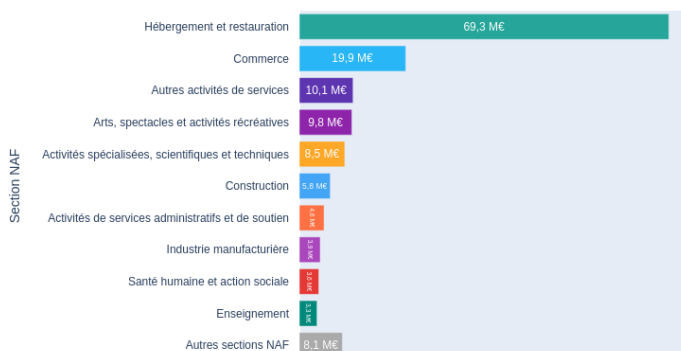
Montant total : 860 774 855 euros

Nombre d'aides : 300 012

Nombre d'entreprises : 80 389

Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 146 955 277 euros

Nombre d'aides : 51 882

Nombre d'entreprises : 13 964



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

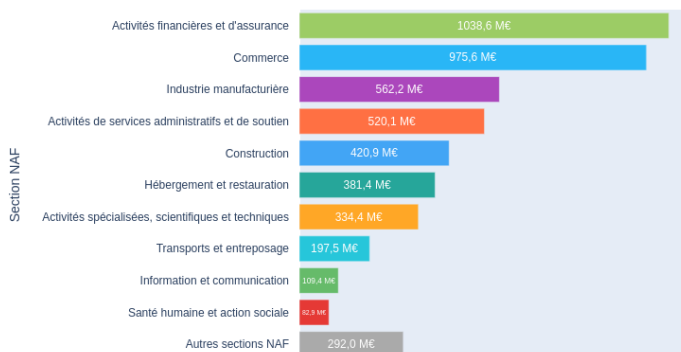


Montant total : 135 748 957 728 euros

Nombre de prêts : 668 049

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

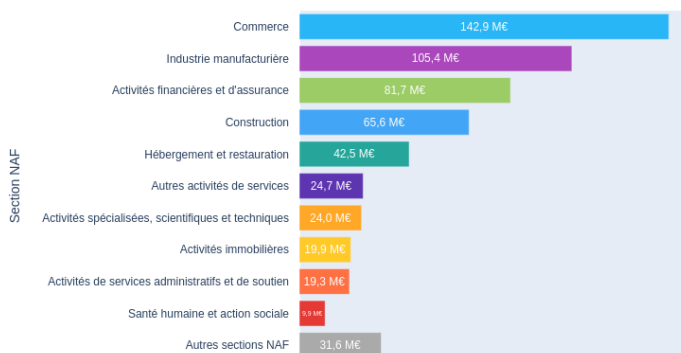


Montant total : 4 915 191 033 euros

Nombre de prêts : 26 000

Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 567 517 425 euros

Nombre de prêts : 4 302



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 436 211 465 euros

Nombre de reports : 112 636

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 114 797 030 euros

Nombre de reports : 3 875

Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 15 097 886 euros

Nombre de reports : 611



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 62 036 942 euros

Nombre d'aides : 69 511

Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 12 091 429 euros

Nombre d'aides : 13 477



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Bretagne



Nombre de demandes : 10 435

Nombre de salariés : 42 075

Heures demandées : 3 190 740